



Élections en Thaïlande : les conservateurs consolident leur ancrage

Juliette LOESCH

*Juliette Loesch est
chercheuse associée au
Centre Asie de l'Ifri.*

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-1168-9

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2026.

Image : Rassemblement du
parti Bhumjaithai avant les
élections générales
thaïlandaises à Bangkok,
Thaïlande - 30 janvier
2026 © Nathalie
Jamois/SOPA
Images/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Juliette Loesch,
« Élections en
Thaïlande : les
conservateurs
consolident leur
ancrage », *Lettre du
Centre Asie*, n° 115,
Ifri, 11 février 2026.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

À rebours des sondages, le parti conservateur pro-business Bhumjaithai a dominé les élections législatives anticipées du 8 février 2026 et s'est imposé à la Chambre basse avec 193 sièges sur 500, enregistrant une progression record par rapport aux 71 députés élus en 2023.

Surtout connu pour son opportunisme politique – capable notamment de conclure des alliances paradoxales avec le parti populiste Pheu Thai puis avec le progressiste People's Party pour s'assurer une place au gouvernement – le Bhumjaithai a su capitaliser sur sa courte expérience du pouvoir pour convaincre l'électorat thaïlandais de sa capacité à sortir le pays d'une triple crise économique, politique et sécuritaire.

Sans majorité absolue, le Bhumjaithai devra néanmoins s'assurer du soutien d'autres partis pour nommer un Premier ministre et former un gouvernement. Un scénario probable serait alors celui d'une coalition avec le parti pro-armée Kla Tham (58 sièges), mais qui ne lui apporterait qu'une très courte majorité de 251 députés. D'autres scénarios d'alliance incluant le Pheu Thai (74 sièges) ou le Parti démocrate (22 sièges) sont également envisageables.

Les partis disposent de 75 jours après le scrutin pour finaliser leurs négociations avant d'élire un Premier ministre. La nouvelle configuration du Parlement ne laisse toutefois que peu de doute sur la probable reconduction d'Anutin à ce poste.

Bhumjaithai : l'ascension d'un parti opportuniste vers le pouvoir

Force politique secondaire lors des dernières élections et partenaire de coalition relativement discret du Pheu Thai jusqu'en 2025, le Bhumjaithai a su s'imposer depuis septembre comme un véritable parti de gouvernement aux yeux d'un électorat sensibilisé aux problématiques de sécurité, de stabilité et de pouvoir d'achat.

Premièrement, et bien qu'il soit encore prématuré de dresser un bilan du gouvernement d'Anutin, le parti a su rassurer la communauté des affaires en mettant l'accent sur le « professionnalisme » dont doit faire preuve l'exécutif en matière économique, concrètement incarné par une équipe principalement composée de technocrates. Certains de ces profils, dont les ministres des Finances, du Commerce et des Affaires étrangères, devraient être reconduits dans le futur gouvernement¹ – limitant dans le même temps les possibles « prises de guerre » ministérielles pour les partis minoritaires de la future coalition. Le Bhumjaithai a également tiré son épingle du jeu de surenchère populiste pratiquée par les partis durant la campagne, en promettant de maintenir sa politique des « *Quick Big Wins* », soit des programmes sociaux permettant de soutenir le pouvoir d'achat.

Deuxièmement, le parti a su tirer avantage de son réseau local, lui permettant d'ailleurs de créer la surprise par rapport aux prédictions des sondages qui le donnaient lointain second derrière le People's Party. Le Bhumjaithai a en effet réussi, en amont de l'élection, à rallier à son parti un nombre important de notables locaux, dont la réélection était quasiment assurée. Ce recrutement opportuniste parmi les « grandes maisons » (*Baan Yai*) lui a permis d'augmenter de façon significative le nombre de sièges obtenus parmi les 400 réservés aux circonscriptions². Cette stratégie avait déjà permis au parti conservateur d'obtenir 12 des 47 provinces en jeu lors des élections provinciales de février 2025 et de s'imposer comme la seconde force politique territoriale après le Pheu Thai.

Enfin, c'est sans conteste le conflit avec le Cambodge qui a pesé le plus lourdement dans la victoire du Bhumjaithai. Le calendrier électoral, pour commencer, est indissociable de celui des hostilités et révèle, en creux, la stratégie du parti : en demandant la dissolution en

pleine reprise des combats, Anutin a suscité un climat d'urgence favorable à la posture de fermeté incarnée par son parti, tandis que son gouvernement veillait, en amont du lancement officiel de la campagne, à négocier un cessez-le-feu temporaire afin d'écarter tout risque de report du scrutin. Le Bhumjaithai s'est ensuite posé en garant de l'ordre et de l'intégrité territoriale, promettant l'édification d'un mur frontalier et affichant un alignement assumé avec l'armée thaïlandaise³. Anutin, quant à lui, soigneusement cultivé son image de leader en temps de crise, lui offrant une diversion bienvenue après la débâcle politique provoquée par sa gestion des inondations meurtrières de novembre.

La victoire du Bhumjaithai laisse donc envisager le maintien d'une ligne dure sur ce dossier, réticente aux initiatives d'apaisement ou de négociation. Cette posture pourrait toutefois entrer en tension avec les engagements de redressement économique, dans la mesure où l'intransigeance thaïlandaise vis-à-vis du Cambodge fragilise sa position dans ses négociations commerciales avec Washington. Le Bhumjaithai pourrait alors être tenté de requalifier le conflit frontalier en lutte contre la criminalité transnationale organisée, notamment contre les *scam centers*. Une telle évolution pourrait satisfaire les tenants du maintien des forces armées le long de la frontière, tout en offrant au futur gouvernement une porte de sortie diplomatique susceptible de satisfaire à la fois les attentes américaines et chinoises.

Les oppositions progressiste et populiste en perte de vitesse face à une reconfiguration des forces conservatrices

Le People's Party, systématiquement donné gagnant par les sondages, ne remporte que 118 sièges, en recul par rapport aux 151 obtenus lors des dernières élections. Alors qu'en 2023, les sénateurs nommés par la junte avaient dû faire obstacle à la poussée progressiste issue des urnes, le parti progressiste peine désormais à rallier l'électorat à son ambition réformiste, dans un contexte grevé par la guerre et la crise économique. Son état-major a d'ailleurs dû se plier à d'importantes concessions idéologiques pour prévenir toute accusation d'antimilitarisme⁴ : le parti a notamment confirmé l'abandon des

propositions de réforme de l'article 112 du Code pénal relatif au crime de lèse-majesté, marquant un revirement significatif par rapport aux positions de son prédécesseur, le Move Forward Party. Le parti a également renoncé à faire du référendum constitutionnel organisé en marge des élections législatives un thème central de sa campagne, alors que le projet de révision de la Constitution comptait parmi les principales conditions de l'accord de non-censure conclu avec le Bhumjaithai en septembre⁵. La victoire du « oui » à 65 %, obtenue ce 8 février, pourrait, dans ce contexte, ne pas être suivie d'effet ou aboutir à une révision minimale, loin de la réécriture complète espérée par le People's Party.

La défaite électorale du Pheu Thai, qui ne remporte que 74 sièges, contre 140 avant dissolution, confirme la dérive du clan Shinawatra après l'incarcération du patriarche, Thaksin, pour des faits anciens de corruption, de conflits d'intérêts et d'abus de pouvoir. Le parti pourrait toutefois tirer son épingle du jeu s'il parvenait à négocier son entrée au gouvernement en échange de son soutien à la reconduction d'Anutin au poste de Premier ministre.

Enfin, si ces élections confirment la perte de vitesse des partis progressiste et populiste, elles ne signalent pas non plus un retour en grâce des partis associés aux intérêts traditionnels : avec seulement 58 sièges, le score mitigé du Kla Tham, parti fondé en 2024 par des membres dissidents du parti pro-armée Palang Pracharat, confirme la reconfiguration durable des rapports de force au profit d'un conservatisme allié à la communauté des affaires, incarné par le Bhumjaithai.

1. « Bhumjaithai Party Has Big Lead, People's Party Concedes », *The Bangkok Post*, 9 février 2026, disponible sur : www.bangkokpost.com.

2. Sur les 500 sièges du Parlement, 400 sont réservés aux circonscriptions et 100 attribués à la proportionnelle.

3. D. Tiên, « En Thaïlande, la campagne pour les élections législatives anticipées est lancée », *Le Monde*, 10 janvier 2026, disponible sur : www.lemonde.fr.

4. « PP Denies Anti-Military Stance, Vows to Press on with Reforms », *The Bangkok Post*, 4 janvier 2026, disponible sur : www.bangkokpost.com.

5. Tout processus de révision doit préalablement être validé par un référendum.